

3337
Dans notre prochain numéro :

L'IMPOSTURE du plan économique MENDÈS-FRANCE

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

JEUDI 23 SEPTEMBRE 1954

Cinquante-sixième année. — N° 398

Le numéro : 20 francs

SECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LIBERTAIRE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 145, quai de Valmy, Paris (10^e)

G.C.P. R. JOULIN — PARIS 5561-78

ABONNEMENTS
FRANCE-COLONIES : 52 n^os : 1.000 fr.
26 n^os : 500 fr. : 13 n^os : 250 fr.
AUTRES PAYS : 52 n^os : 1.250 fr.
26 n^os : 625 fr.
Pour tout changement d'adresse ajoutez
30 francs si la dernière bande

UN SCANDALE !

Mendès-France occupé à construire une nouvelle C.E.D. laisse secourir Orléansville par la seule solidarité

ANSI, c'est une fois de plus le Gouvernement qui vient confirmer la justesse de nos affirmations : une nouvelle C.E.D. est en train de se former, sous le patronage cette fois de la Grande-Bretagne qui a jugé qu'il était grand temps d'intervenir directement. Donc, les propositions de Eden, plus ou moins arrangées par le maquinon Mendès et le jésuite Adenauer, vont donner vie à une Europe des généraux et des industriels.

Le discours de Mendès-France à Nevers, dimanche dernier, en est l'avant. La farouche antiallemand devient maintenant, tout comme un vulgaire internationaliste, partisan du rapprochement franco-allemand. Nous criions « bravo » s'il s'agissait d'arriver à la compréhension des prolétaires allemands et français. Mais il s'agit d'un économie, d'allégement des législations sociales, d'ententes industrielles et commerciales et les peuples français et allemands, toujours séparés en fait trouveront en face d'eux des patrons unis et des gouvernements complices. En passant, le sinistre Mendès, d'autant plus dangereux qu'il joue au démocrate, au socialiste, au pacifiste, n'a pas manqué de souligner que la France produisait des marchandises trop chères à cause des lois sociales, il a ainsi apporté sa caution à cet énorme mensonge du patronat français et sur lequel nous aurons l'occasion de revenir en dé-

montrant dans notre prochain numéro le néant et l'imposture du plan Mendès-France de relance économique.

Et pendant que Mendès-France tractotait dans les chancelleries et vati-

cinaient à Nevers, des milliers d'indigènes algériens de la région d'Orléansville crevaient de faim et de froid.

Nous le savons, nous avons été in-

L'HORRIBLE BAGNE D'ORLÉANSVILLE

La Radio Nationale annonçant le tremblement de terre a précisé le 9 septembre, à 13 heures : « C'est la prison qui, à Orléansville compte le plus de morts ». Elle devait préciser le soir du même jour « 8 détenus ont été écrasés dans leur cellule ».

La prison a été détruite à 75 %.

Depuis, un communiqué de Mendès a indiqué « les détenus Tunisiens se trouvaient au moment du cataclysme dans des baraquements à l'extérieur du bâtiment central, on ne compte parmi eux, ni blessés, ni morts ».

S'ils se trouvaient dans des baraquements, cela veut dire que la prison était pleine.

C'est qu'à Orléansville ce n'est pas une prison ordinaire.

C'EST UN PENITENCIER. Il était depuis le début du siècle et jusqu'en 1926 un bagne épouvantable. On l'appelait alors « La portion centrale des camps de travaux publics ». C'était les Trav's, le bagne pour les condamnés militaires. Ils y ont subi les tortures les plus épouvantables qu'on ait jamais connues dans le monde avant le fascisme.

Quels sont ceux qui se trouvaient, ce mois-ci au pénitencier d'Orléansville ? Combien y avait-il de militaires ? Combien de politiques ? Combien de condamnés pour des délits, comme couper du bois dans les forêts ? etc.

Combien de morts y a-t-il ? Pourquoi étaient-ils condamnés ? Comme bien de blessés ?

Le Gouvernement est muet ! Les députés de toutes couleurs sont muets (y compris les communistes d'Algérie : Mmes Sportisse et Fayet). Les journalistes sont muets (y compris l'envoyé spécial de l'Humanité). Pourquoi ? Leur accord avec Mendès-France ne leur permet pas de parler.

Alors posez la question partout ! Il faut que le Gouvernement réponde.

Sinistrés d'Orléansville Il faut savoir où ira l'argent collecté

Les travailleurs et toute la population ont manifesté une solidarité émouvante : les dons en nature et en argent se multiplient.

Remarquez d'abord que le gouvernement n'a fait qu'en appeler à la charité alors qu'il a tous les moyens pour loger les sinistrés (tentes et baraquements), pour les nourrir (stocks de l'Intendance en Afrique du Nord et en France), pour les vêtir (par la réquisition chez les rois du textile et à l'intendance militaire), pour les soigner (Service de santé militaire et hôpitaux).

En tout cas une question se pose : Que deviendra l'argent versé par les travailleurs ? Le « Comité National d'action et de solidarité » est formé de ministres, mais son secrétaire est le patron, « l'administrateur civil, chef du bureau des affaires politiques » (*Journal officiel du 14 septembre*). C'est un Haut Personnage du ministère de l'Intérieur (ministère de la Police).

Or dans les catastrophes précédentes on n'a jamais publié de compte rendu de la destination donnée aux sommes versées.

sées. L'argent collecté servira-t-il à rebâtir l'église ou à la plus belle sous-préfecture de France ? Ou bien ira-t-il d'abord aux plus malheureux, les fellahs des douars ?

Quand on a entendu les discours radio-diffusés du ministre Mitterrand, on a le droit d'être inquiet : pas une précision n'était donnée sur l'effort à accomplir immédiatement par l'embauche de milliers d'ouvriers, payés ou tarif syndical, les déshabillés compris, par la réquisition immédiate de tous les camions et moyens de transport de l'armée française en Afrique du Nord, etc.

Cela veut dire que la question des dons n'est pas tout ; ce qui importe c'est de contrôler à qui sont distribuées les secours. C'est surtout d'obliger le gouvernement à faire tout dans les moins, à secourir immédiatement les sinistrés qui lieu de tirer des plans sur la comète.

C'est pour cela que les intéressés, d'abord ceux qui sont peu aidés ou oubliés, les ouvriers et les fellahs des douars doivent constituer leurs propres comités de défense. A cette condition, ils pourront empêcher que trop de fonds ver-

sées servent à tout autre chose qu'à l'aide aux sinistrés.

Et surtout, ils arracheront au gouvernement tout ce dont ils ont besoin pour vivre.

le feu indomptable de la révolte du peuple algérien et la colère montante des travailleurs de France.

LIB

Elle ne s'implique pas aux tenants du régime.

Le vrai pacifisme est révolutionnaire, car il ne peut se bâtrir que sur les ruines de la société capitaliste.

C'est pourquoi notre organisation, la Fédération Communiste Libertaire, peut seuls, dans le mouvement ouvrier, s'engager de son attitude intrinsèque envers les gouvernements quels qu'ils soient. Refusant toutes compromissions, et fidèle à son action passée, elle poursuit son œuvre de désintoxication et de redressement du mouvement ouvrier, en appelant les travailleurs à lutter pour la vraie Paix, par le seul chemin qui conduit à la Révolution sociale.

DINAN.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre et à toute extrémite, par la guerre.

Le régime capitaliste démonte ainsi clairement ses conditions d'existence. Il ne peut vivre, subsister et continuer que par une économie de guerre

Alerte aux syndicalistes

On sait que la C.F.T.C. et la C.G.C. émargent aux fonds d'aide américaine pour le financement du « centre intersyndical d'études et de recherches de productivité (C.I.E.R.P.) ».

La C.F.T.C. a déjà touché en 53-54 25 millions (officiels) pour son centre de formation (sous-entendu de jaunes, de briseurs de grève) du château de Bierville. Pour l'année fiscale 1954-55, elle a demandé (officiellement) 30 millions pour Bierville dans la région parisienne, et 12 millions pour des « écoles normales ouvrières régionales » (sous-entendu de collaboration de classes). D'autre part, en octobre dernier, malgré l'opposition d'une partie de ses adhérents, la C.F.T.C. approuvait la création du centre intersyndical du coton émergeant aux fonds « Blair Moody ».

Il y a deux ans, après de vives discussions, la direction de « Force Ouvrière » avait été contrainte par le mécontentement de la base, de refuser cette allocation. Mais F.O. recevait déjà une aide des syndicats réformistes américains.

Cette année, « l'épuration » s'est poursuivie à l'intérieur de F.O. et quelques « bonzes » — tel le secrétaire général de la fédération de la métallurgie qui, au congrès de 1952, menait l'attaque contre la politique de productivité — ayant fait volte-face, le comité confédéral de F.O. prit le 16 mai dernier la décision d'accepter les fonds « Blair Moody ».

En 1952, le Sénat réactionnaire américain avait voté, sur la proposition du sénateur Moody, un budget de 100 millions de dollars (35 milliards de francs) destiné à « l'encouragement de la libre entreprise et de la productivité dans les pays européens », en vue de « renforcer le mouvement syndical ouvrier libre », « éliminer les barrières qui empêchent

une participation accrue de la libre entreprise privée dans le développement des ressources des pays étrangers », et « encourager la concurrence et la productivité » (extraits du texte de l'amendement Moody).

La France recevait 30 millions de dollars (10,5 milliards de francs). Le haut commissaire à la productivité en affectait 390 à un « programme de formation générale ouvrière » destiné « à s'ajouter à l'action menée par les organisations syndicales en ce qui concerne l'étude des problèmes de productivité ».

Pourtant « l'abolition du salariat et du patronat » figure encore à l'article premier des statuts de F.O. !

Le but infâme de ces subventions, tant de leurs promoteurs que de ceux qui les acceptent, est suffisamment éclairé par les extraits des textes officiels cités ci-dessus.

Sous prétexte d'amélioration du « stan-

ding » de vie — but avoué de la productivité qui évoque plutôt pour nous les cadences infernales — pour le maintien de la liberté du syndicalisme — encore le facile argument de l'épouvantail russe chez à « Paix et Liberté » dont on connaît également la provenance des fonds — il s'agit de corrompre et de paralyser les organisations de défense du prolétariat européen pour « éliminer les barrières qui entravent le développement de la libre entreprise » (voir l'amendement déjà cité) c'est-à-dire qui entraînent l'accroissement des superprofits patronaux.

Mais les travailleurs ne se laisseront plus berner par les bonzes syndicaux vendus à la franc-maçonnerie internationale, en masse ils rejoindront l'Internationale Communiste Libertaire dans le véritable combat pour la disparition définitive du salariat et du patronat.

JEAN-LOUIS.

Ouvriers des usines, des chantiers, agricoles nous disent leur lutte

AUX MINES DE LA TÉT

Les politiciens contre les ouvriers

TROIS mois ont passé depuis la fermeture des mines de la Têt, et dans les Pyrénées-Orientales. Que sont devenus les mineurs ? Ils sont passés au secours de chômage. En échange des allocations les uns ont été employés aux installations d'eau du village de Ria. Il est vrai que la munici-

palité de Ria... a joint un repas de fin de travaux à ces mineurs qu'elle a suexploité (2.000 francs par semaine).

D'autres ont été employés par les Ponts et Chaussées à rectifier les tournants des routes, toujours payé au taux des allocations de chômage !

Un autre groupe de la région d'Estac est envoyé dans la plaine, aux vendanges. Travail saisonnier, donc très court ; après quoi ils seront au chômage ; mais cette fois comme ouvriers agricoles et non plus comme mineurs si leur emploi dépasse une certaine durée.

C'est déjà pas mal comme surexploitation sous le gouvernement « progressiste » Mendès-France.

Que sont devenus les politiciens qui, voici quatre mois, prétendaient défendre les mineurs (Conte, socialiste) et Tourné, communiste, par exemple ? Ils ont disparu.

Mais les syndicats ouvriers (C.G.T. et F.O.) dont c'est le rôle de défendre les travailleurs, que font-ils ? Les dirigeants des mineurs, ceux du main-d'œuvre au rabais, ceux des Unions départementales sont silencieux eux aussi !

Voilà le résultat de la soumission des syndicats aux partis.

Leurs dirigeants ne s'intéressent aux travailleurs que dans des buts politiciens et électoralistes.

Voilà à quoi a été réduit, détruit le mouvement syndical...

Mais rien n'est perdu, aussi bien pour les mineurs de la Têt que pour les nombreux chômeurs de l'Aude qui devient le grand département dévasté de France. Pas de pas mourir de faim, qu'ils reconstruisent leurs syndicats sur la seule base possible : sans intervention des partis politiques dans leur activité et dans leur direction.

C'est le seul moyen de se défendre et en même temps de réécrire l'unité ouvrière plus nécessaire que jamais.

TRESCASES.
(correspondant).

Aux Acieries d'Ugine (Savoie)

**Médecin social ?
NON
Agent du patronat ?
OUI**

Aux acieries d'Ugine (Savoie), le médecin de l'usine dit « qu'il n'y a pas plus de poussière à l'atelier de la Digue (ou l'on coupe la ferraille au chalumeau et où l'on décharge les wagons qui arrivent) que sur son bureau ». A la visite médicale, tous les ouvriers sont « en parfait état ». Mais au bout de quelques années, certains sont obligés de quitter le travail à cause de la silicose.

Ils ont une pension dérisoire et généralement qu'ils gèrent pas.

PRIEUR (correspondant).

Dans cette lutte les communistes libertaires seront à la pointe du combat, comme partout où il s'agit de défendre les droits des exploités.

Correspondant.

Etrange coincidence!

Le groupe industriel Servan-Schreiber a des actions, beaucoup d'actions en Indochine. Il est même de ceux qui ont mis le plus férocement l'Indochine en coupe réglée.

Or ce groupe est aussi propriétaire de « L'Express », journal de Mendès-France...

N'est-ce pas une preuve de plus que la bourgeoisie se profite de la « paix-Mendès-France » en Indochine ?

Camarade lecteur,

**Deviens Correspondant
du "LIB"**

Désarmant !...

Un ami antimilitariste me communique, sans commentaire, le « MANUEL DU COMBATTANT » sorte de brochure imprimée qui est distribuée aux élèves-gradiés actuellement en cours de dix-huit mois...

A l'usage de tous les futurs conscrits — et les autres — je révèle sans honte ces quelques aspects débonnaires de l'Armée française, toujours à l'avant-garde. Du progrès !

Pour copie conforme...

D'abord quelques judicieux conseils dont pourraient s'inspirer les candidats au permis de conduire. Ils sont extraits du cours dit « de transport ».

Je cite :

« La marche arrière sert à reculer. »

« Si un conducteur s'endort

au volant la consigne est : le réveiller ! »

J'espère qu'il ne se trouvera pas de contradicteur !

Toujours extraits de l'ineffable « COURS DE TRANSPORT » ces perles d'un bel éclat :

« Le G.M.C. — camion américain — : vieux modèle dont l'armée française hérite en abondance... Exemple : à tirer indicatif, un G.M.C. peut transporter 6.000 calesons militaires. »

On se demande avec inquiétude ce que les U.S.A. feraien de leurs vieux camions si l'Armée française n'existe pas ! Une consolation toutefois : l'assurance que, grâce aux G.M.C. les soldats français seront bien culottés !

Du bout des doigts je préleve ces instructions dans le « Cours d'armement ».

« La carabine américaine M. Système de démontage : ne doit jamais être démontée. Système de remontage : s'effectue en sens inverse du démontage. »

« Le FUSIL est une arme à tuer. »

La alors, au risque de passer pour un défaitiste nous sommes d'accord :

— TUONS TOUS LES FUSILS !

Enfin, du cours « R.S.A. » ces révélations captivantes :

« On reconnaît qu'un cheval est malade à ce qu'il perd sa gaîté et devient pensif. »

Il faut bien qu'il y ait quelqu'un qui pense, à l'Armée !...

« Revue sans matériel : la troupe se présente comme la troupe à cheval dans une revue à pied. »

En fait de pieds... nous, on en connaît quelques-uns qui...

Alors, on ne se mouille pas ! Si vous comptez en savoir davantage, vous êtes de la revue, vous aussi !

Nous sommes envahis par un sentiment de fierté bien humain, un sentiment de sécurité aussi, à la lecture de ce « MANUEL DU COM-BATTANT »...

Allons... nous sommes bien défendus...

Contre tous risques de guerre !

Avec une armée aussi « désarmante », les antimilitaristes — dont je suis — peuvent dormir sur leurs deux oreilles et les stratégies du « Café du Commerce » iron boire un « canon » en parlant d'autre chose !

René TERRIER.

Traminots de Mulhouse à l'action

La situation n'est plus tenable pour les employés des « Tramways de Mulhouse ».

Aux salaires de famine s'ajoutent les tracasseries, le mouchardage et la terreur appliquées par la direction.

Quelques exemples : pas le droit de boire pendant les 8 heures de service, pas le droit d'aller uriner pendant les arrêts de plusieurs minutes sur certaines lignes (exemple : sur la ligne Lutterbach-Brûlé-Brûlé, mouchardage en civile dans les véhicules et dans les cafés pendant la pause du casse-croûte, blâme et annotation au dossier ou renvoi pour la moindre peccadille, simple plain-

te du voyageur, parfois à tort).

C'est à tel point que beaucoup d'employés n'osent pas se passer, même en dehors du service, des journaux ou tracts d'esprit prolétarien.

Quant aux heures supplémentaires, l'indemnité en est dérisoire : salaire d'une heure plus 200 francs pour 2 demi-heures de service supplémentaire de nuit (le dimanche 12 septembre, par exemple).

Les employés des T.M. envisagent de passer à l'action devant cet état de choses.

Camarades traminots, exigeons de nos syndicats de la C.G.T. notamment la convocation d'une assemblée d'unité d'action, qui décidera la grève, afin de faire plier la direction esclavagiste des T.M.

Exigeons une augmentation de nos salaires, faisons respecter nos droits communs des hommes libres, et obligeons nos responsables syndicaux à passer à l'action.

S'il le faut, constituons sans eux notre Comité d'Unité d'Action pour conduire notre mouvement.

A l'action !

GABRIEL (correspondant).

— P.S. — Un tract invitant les travailleurs des T.M. à passer à l'action sera diffusé parmi les traminots de Mulhouse, par les soins de nos camarades de la F.C.L.

Devant une telle situation, il faut tous les ouvriers agricoles s'unir au sein de leur syndicat et dans les comités d'unité d'action.

Exigeons une augmentation de nos salaires, faisons respecter nos droits communs des hommes libres, et obligeons nos responsables syndicaux à passer à l'action.

Il faut que tous les ouvriers agricoles qualifiés ne gagnent que 645 fr. par jour, salaire anormalement bas pour un travail dur et pénible.

Devant une telle situation, il faut que tous les ouvriers agricoles s'unissent au sein de leur syndicat et dans les comités d'unité d'action.

Luttons pour les 110 fr. de l'heure, soit 770 fr. et 2 litres de vin par jour pour 7 heures de travail, pour les vendanges, 1.200 fr. et 3 litres de vin pour les porteurs, 960 fr. et 2 litres de vin pour les cueilleuses pour 8 heures de travail.

Et en avant pour exiger la parité de nos salaires avec ceux de l'industrie, pour que cesse l'exploitation honteuse des travailleurs de la terre.

Christophe SANCHEZ
(correspondant).

EDOUARD DOLLEANS vient de mourir à l'âge de soixante dix-huit ans. Il avait consacré sa vie au mouvement ouvrier. Il avait ciselé avec amour l'histoire de ce mouvement sans oublier le moindre détail.

Nous savons que le détail a ici une importance considérable, parfois déterminante, pour bien comprendre telle ou telle orientation nouvelle.

Il était le grand spécialiste des questions ouvrières et ses recherches en ce domaine furent constantes jusqu'à son dernier jour.

Ses travaux, et notamment son *Histoire du mouvement ouvrier* dont le troisième volume vient de paraître, pour que cesse l'exploitation honteuse des travailleurs de la terre.

Il nous rappelle que ce livre, en exemple aux jeunes militants, a été très utilement consulté par les militants prolétariens qui y trouvent une mine de documents, une foule de portraits d'hommes exemplaires.

Dolleans avait une conception particulière de l'histoire. Ne nous attendons pas à trouver chez lui des documents interminablement posés au bout des autres et qui, à coup sûr, lassent le lecteur. Tout au contraire, jamais nous ne serons lassés, car notre histoire va se redonner une vie exceptionnelle au Passé en laissant alterner l'étude détaillée des organisations et doctrines ouvrières avec des anecdotes et des portraits de militants.

Il s'intéresse aux idées, il s'intéresse aussi aux hommes, aux lutteurs, aux révolutionnaires.

Il fait aussi revivre ceux qui sont plus près de nous : Fernand Pelloutier,

POUR LA PROPAGANDE

Le Comité National met à la disposition des militants et des sympathisants une affiche ainsi conçue :

« LUTTEZ AVEC LES COMMUNISTES LIBERTAIRES POUR LE PROGRAMME OUvrier de la F.C.L. - texte du programme ouvrier de la F.C.L. »

GUY (corresp.)

(1) Souligné par nous.

Le cent : 400 francs.

point de l'expérience de ceux qu'il décrit et, au-delà, peut-être, l'appoint de sa propre expérience.

Jean Maïtron, dans son *Histoire du mouvement anarchiste en France* se réfère souvent à Dolleans. On ne peut rien écrire sur le mouvement ouvrier sans se référer à lui, sans savoir ce qu'il a écrit à propos de la chose dont on parle.

L'œuvre de l'historien mort reste. Nous devrons souvent la consulter.

Qu'on nous permette ici de lui rendre hommage comme il a rendu hommage, tout au cours de sa vie, à tant de révolutionnaires.

M. MALLA.

Le Lib P.T.T.